



Août 2022  
Bureau  
Bamako

## Revue de presse du Mali

### 01.08. – 15.08.2022

---

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à l'insécurité.

#### Contenu

- 
- **TRANSITION Vs. EXPULSIONS**
  - La Liste s'allonge
- **SITUATION SÉCURITAIRE**
  - Le Mali en Zone rouge !!
  - Washington ordonne à son personnel non essentiel de quitter le pays
  - La France classe le Mali comme « zone rouge »
- **AFRIQUE DE L'OUEST**
  - Les virologues de la Cédéao se réunissent pour se préparer à la variole du singe
  - - **SERVICE NATIONAL DES JEUNES**
    - Les admis du concours national de la fonction publique en avant !

## TRANSITION Vs. EXPULSIONS

### La Liste s'allonge

Le président de la transition malienne, Assimi Goïta, en pleine action d'expulsion sur expulsion. La dernière en date, celui du porte-parole de la MINUSMA, Olivier Salgado.

Déjà le 14 juillet dernier, les autorités maliennes avaient procédé à la suspension jusqu'à nouvel ordre de toutes les rotations des contingents de la cinquantaine de pays contributeurs. Mercredi 20 juillet 2022, un communiqué du ministère des Affaires étrangères a "invité le porte-parole de la MINUSMA, Olivier Salgado, à quitter le territoire national dans un délai de 72 heures.

" Olivier Salgado est accusé, à travers des publications sur Twitter, d'avoir affirmé " sans aucune preuve que les autorités maliennes ont été préalablement informées de l'arrivée des 49 militaires ivoiriens". L'incriminé a-t 'il anticipé cet oukase pour ne pas se voir jeter à la porte tel un vulgaire renégat ? En tout cas, selon certaines informations, le communicant de l'ONU serait hors du pays depuis 10 jours. Quoi qu'il en soit il lui sera difficile de revenir au Mali.

Comme avant lui, certaines personnalités impliquées ou pas dans la résolution de l'inextricable crise politico-sécuritaire qui frappe le pays ont été priées de faire leur valise.

Ce fut le cas le 25 octobre 2021 du représentant de la CEDEAO dans le pays, le Burkinabè Hamidou Boly, accusé "d'agissements incompatibles avec son statut" ; de l'ambassadeur de France, Joël Meyer, expulsé le 31 janvier dernier en raison de "propos hostiles" de deux ministres français et de notre confrère de Jeune Afrique, Benjamin Roger, arrêté et mis dans le premier avion le 8 février parce qu'il ne disposerait pas d'une accréditation valable.

A cette liste d'indésirables, il faut ajouter les soldats de la force française Barkhane poussés à la sortie et ceux de la force européenne Takuba dont le contingent danois avait déjà été refoulé le 27 janvier 2022.

Pour le cas de la MINUSMA, il faut dire que Bamako n'a jamais digéré la reconduction, le 29 juin dernier, pour un an, de son mandat et avait clairement indiqué qu'il ne respecterait pas certaines de ses décisions, en relation notamment avec le respect des droits humains et la libre circulation des soldats onusiens. Pour sûr, cette nouvelle affaire ne va pas arranger les relations avec la mission des Nations unies.

Mais, il faut reconnaître à la décharge des autorités de la Transition, que le bilan de cette fameuse MINUSMA est bien mince: 13 289 militaires et 1 920 policiers, pour on ne sait trop quel résultat tangible.

Le propre d'une mission de maintien de la paix, c'est de s'interposer entre les belligérants. Or, ce dont le Mali a besoin en ce moment, ce sont des combattants qui vont au charbon pour traquer les terroristes quel que soit l'endroit où ils se trouvent. Mais on a bien peur que ce ne soit pas le cas de la MINUSMA.

Pour un peu, les Casques bleus s'apparenteraient à des touristes en treillis, comme c'est le cas presque partout où ils se trouvent : au Mali, en RDC et en Centrafrique notamment.

**Extrait de l'article « Mali: Expulsion porte-parole MINUSMA - La liste des indésirables continue de s'allonger » de l'Observateur Paalga**

## SITUATION SÉCURITAIRE

### Le Mali en Zone rouge !!

La France et les Etats-Unis ont actuellement classé le Mali comme pays à destination « risqué » voire « interdite » compte tenu des attaques et menaces terroristes que le pays subi ces derniers jours.

Après plusieurs attaques, la semaine dernière, pas moins de 11 attaques y ont été dénombrées avec un bilan d'au moins 15 soldats maliens et trois civils tués dans trois attaques coordonnées et attribuées à des « terroristes »

#### Washington ordonne à son personnel non essentiel de quitter le pays

Les États-Unis ont ordonné à leurs employés non essentiels et à leurs familles de quitter le Mali « en raison du risque accru d'attaques terroristes dans les zones fréquentées par les étrangers ».

Dans un communiqué vendredi, le département d'État américain souligne que l'ambassade des États-Unis « continue d'avoir une capacité limitée à fournir une aide d'urgence aux citoyens américains au Mali ». «

Des groupes armés et terroristes continuent de planifier des enlèvements et des attentats au Mali » et peuvent prendre pour cible « les boîtes de nuit, les hôtels, les restaurants, les lieux de culte, les missions diplomatiques internationales et d'autres lieux fréquentés par les Occidentaux », selon le texte.

Le Mali, pays enclavé au cœur du Sahel, a été le théâtre de deux coups d'État militaires en 2020 et 2021. La crise politique va de pair avec une grave crise sécuritaire depuis le déclenchement, en 2012, d'insurrections indépendantistes et d'actions jihadistes sanglantes dans le Nord.

#### La France classe le Mali comme « zone rouge »

En raison des menaces terroristes prévalant dans la zone sahélienne, il est recommandé aux personnes devant se rendre à Bamako, et à nos compatriotes résidant sur place, de faire preuve de vigilance et de se tenir informés de l'évolution de la situation.

Selon un communiqué de la diplomatie française au Mali, les attaques terroristes sont fréquentes et susceptibles d'être conduites sur tout le territoire malien, notamment contre les forces de sécurité maliennes ou les symboles de la présence occidentale.

A Bamako, le risque d'attentat ou d'action violente visant des lieux publics fréquentés par les Occidentaux est, dans un tel contexte, élevé.

La période récente a été marquée par une série d'attaques (notamment contre le poste de contrôle de Zantiguilla le 16 juillet 2022 et le camp militaire de Kati, à proximité immédiate de Bamako, le 22 juillet 2022), à la suite desquelles les autorités maliennes ont instauré un état d'alerte maximum sur l'ensemble du territoire, renforcé les contrôles sur les principaux axes de la capitale et aux abords des bâtiments publics.

Compte tenu du risque d'attentats et d'enlèvements, l'ensemble du territoire malien est formellement déconseillé, à l'exception de la ville de Bamako qui est déconseillée sauf raison impérieuse.

## AFRIQUE DE L'OUEST

### Les virologues de la Cédéao se réunissent pour se préparer à la variole du singe

Une réunion du comité d'urgence de l'OMS Organisation Mondiale de la Santé s'est tenue le jeudi 21 juillet face à la variole du singe.

Cette maladie infectieuse, qui se caractérise par l'apparition d'éruptions cutanées, continue de progresser aux États-Unis et en Europe.

En Afrique de l'Ouest, des cas ont été confirmés au Nigéria, au Ghana et au Bénin.

Une session de formation de virologues des 15 pays de la Cédéao s'est achevée mercredi 20 juillet à Dakar, à l'initiative de l'Organisation ouest-africaine de la santé.

" Pas de panique ", assure le Docteur Ousmane Faye, responsable du département de virologie à l'Institut Pasteur de Dakar : la variole du singe (" monkeypox " en anglais) est endémique dans plusieurs pays d'Afrique. Mais face à la recrudescence ces cas, il faut anticiper :

" Il y avait peu de labos qui pouvaient faire des diagnostics, maintenant l'idée c'est que tous puissent le faire chez eux, parce que plus le diagnostic est précoce, plus les mesures qu'on doit prendre sont efficaces.

Comment il faut prélever, comment interpréter les résultats, tout cela a fait l'objet d'une discussion qu'on a eue dans cet atelier, donc c'est vraiment un ensemble qui devrait permettre aux laboratoires d'être équipés pour tester les cas suspects dans leur pays. "

Les virologues des pays de la Cédéao vont donc rentrer chez eux avec des kits de diagnostic communs.

" Il est important que nous ayons les mêmes kits et les mêmes techniques de diagnostic, explique Anges Yadouleton, responsable du laboratoire des fièvres hémorragiques et virales du Bénin, ce qui permettra d'harmoniser les résultats et de tirer des conclusions fiables et d'aller très vite, pour ne pas être débordé.

On ne voudrait pas que ce qui s'est passé avec le Covid-19 puisse voir encore le jour. "

Parmi les recommandations formulées lors de l'atelier: le renforcement de la surveillance, notamment aux frontières.

Source : All Africa.com

## SERVICE NATIONAL DES JEUNES

### Les admis du concours national de la fonction publique en avant !

Selon le ministre Mossa Ag ATTAHER, le Service national des Jeunes recevra la 3ème cohorte entièrement dédiée aux admis du concours national de la fonction publique : « La vision portée par Son excellence, le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat est d'amener les admis au concours de la Fonction Publique à s'acquitter de leur service militaire obligatoire, ce qui leur offre des perspectives radieuses ».

La relance du service militaire traduit la haute volonté des autorités à construire des citoyens sous le triptyque : formation physique, formation civique et formation professionnelle.

Le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, lors de la cérémonie de présentation au drapeau des recrues de la 2e cohorte 2021 du Service national des jeunes (SNJ) a, je cite dit : « Désormais tous ceux qui sont retenus dans la fonction publique passeront par ce processus avant de rejoindre leurs lieux de déploiement dans le cadre de l'administration ».

La formation du service national des jeunes est un formidable levier qui permettra aux populations partout où elles se trouvent de sentir la présence de l'État, de profiter des services sociaux de bases surtout de se sentir en sécurité.

Pour Assimi Goïta, il faut inculquer l'esprit de patriotisme, l'esprit de civisme, le sens des valeurs et surtout la défense de la patrie à ces jeunes.

### Une décision de haute portée

Le Colonel Assimi Goïta remet au goût du jour ce qui avait manqué à la relance pleine du SNJ : l'obligation du service militaire. Service national des jeunes (SNJ) a été instauré en août 1983 et avait initialement pour but de parfaire l'éducation et la formation civique et professionnelle des appelés. Il s'agissait à la base d'une formation militaire, à proprement parler de 9 mois (3 en théorie et 6 en pratique), qui permettra d'apprendre aux jeunes d'alors, le maniement des armes, les techniques de combat, les tactiques de la guerre.

Le service qui était sous la tutelle du ministère de la Défense à ses débuts fut abandonné avec les événements de 1991. Allusion faite au renversement du régime du général Moussa Traoré. Cet abandon ne se justifiait pas par la non-atteinte des objectifs, mais pour des raisons politiques.

Dans un contexte où le Mali est dans une guerre anti-terroriste depuis plus d'une décennie, le contexte est indiqué pour que le peuple s'assume en ayant les rudiments appropriés pour défendre la patrie.

### Remobilisation des jeunes

Depuis 1991, le Service national des jeunes sera ressuscité par la loi du 7 juillet 2016 afin de parfaire l'éducation, la formation physique, civique et professionnelle des jeunes en vue de leur participation effective au développement de la nation et de rester mobilisés pour les besoins de la défense nationale. Processus validé par le conseil des ministres du 19 septembre 2016 autour des projets de texte relatifs à la création, à l'organisation et aux modalités de fonctionnement de la Direction du service national des jeunes.

Le SNJ new-look devient est un démembrement du ministère de la Jeunesse où la formation a une durée de dix-huit (18) mois : six mois de Formation commune de base (FCB), dix mois de formation professionnelle et deux mois de reprise en main dans les casernes, les centres d'instruction, les camps de jeunesse...

**Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.**

**Ulf Laessing**, Directeur régional programme Sahel  
basé à Bamako

**Aminata Traore**, Assistante de Programme / rédactrice  
en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

[www.kas.de/Sahel](http://www.kas.de/Sahel)

<https://twitter.com/RegionalSahel>

[www.facebook.com/profile.php?id=100078030371507](http://www.facebook.com/profile.php?id=100078030371507)

[Ulf.laessing@kas.de](mailto:Ulf.laessing@kas.de) / [Aminata.traore@kas.de](mailto:Aminata.traore@kas.de)

---

Badalabougou - Est  
Bamako/Mali  
B.P. E 1247  
Téléphone:  
+223-20.23.00.36  
[Info.bamako@kas.de](mailto:Info.bamako@kas.de)  
[www.kas.de/sahel](http://www.kas.de/sahel)

[www.kas.de](http://www.kas.de)